

Unité inter-départementale Anjou Maine  
Pôle risques accidentels  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU

SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU, le 16/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SIGMA ANGERS (ex SOFADE)**

30 bis rue Sainte-Hélène  
69002 Lyon

Références : 2023-081\_INSP\_SIGMA-Saint-Barth\_RAP  
Code AIOT : 0006306198

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection inopinée réalisée le 10/02/2023 dans l'établissement SIGMA ANGERS (ex SOFADE) implanté Parc d'activités communautaire St-Barthélemy-d'Anjou/St-Sylvain-d'Anjou 49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIGMA ANGERS (ex SOFADE)
- Parc d'activités communautaire St-Barthélemy-d'Anjou/St-Sylvain-d'Anjou 49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou
- Code AIOT : 0006306198
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

- Entrepôts de stockage de matières combustibles diverses pour le secteur de l'automobile

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action régionale 2023 : Gestion de crise – État des stocks

### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	État des stocks (servir aux besoins de gestion d'un événement accidentel)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.III - art. 1.4.I	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	État des stocks (répondre aux besoins d'information de la population)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.III - art. 1.4.I	/	Sans objet
3	État des stocks (plans)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.III - art. 1.4.I	/	Sans objet
6	Niveau d'activité	Arrêté Préfectoral du 15/05/2012, article 1.1.3	/	Sans objet
7	Situation administrative - rubriques 4411 - 4421- 4422	Arrêté Préfectoral du 15/05/2012, article 1.1.3	/	Sans objet
8	Modification notable	Code de l'environnement du 01/08/2021, article R181-46-I et II	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	État des stocks (fiches de données de sécurité)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.III - art. 1.4.I	/	Sans objet
5	État des stocks (mises à jour, inventaire et accessibilité)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.III - art. 1.4.I	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'état des stocks actuel ne répond pas aux 2 objectifs définis à l'article 1.4.I de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : État des stocks (servir aux besoins de gestion d'un évènement accidentel)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.III - art. 1.4.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des matières stockées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  AM du 11/04/2017 - Annexe V.III - Art. 1.4.I  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.  Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :  1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.  Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.  Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.  Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;  Ces dispositions sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.</p> <p><b>Constats :</b>  La société SYNCHRO DIFFUSION est l'unique locataire des 2 cellules de stockage de la plateforme logistique et y entrepose des produits divers destinés au secteur de l'automobile. Depuis la dernière inspection, l'exploitant (SIGMA) a transmis un dossier de porter à connaissance de modifications notables en date du 21/01/2022 qui est en cours d'instruction (ajout des rubriques 4320 et 4310 sous le régime de la déclaration). Dans ce courrier, il sollicite également le bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 1510 suite au décret n°2020-1169 du 24/09/2020 ayant modifié notamment la rubrique 1510.</p> <p>Les produits stockés dans les cellules sont des produits combustibles relevant potentiellement des rubriques 1510 (régime E), 1530, 1532, 2662 et 2663, des liquides potentiellement considérées comme des liquides combustibles (lubrifiants, huiles, liquide de refroidissement), des produits avec des risques particuliers (batteries) et des produits dangereux tels que :  - des liquides inflammables (type lave-glace) : mentions de dangers H224, H225 et H226. Les installations sont classées sous la rubrique 4331 (E),  - des gaz inflammables (cartouches ou bouteilles de butane...) : mentions de dangers H220 et H221. Les installations seraient classées sous la rubrique 4310 (DC), cf supra,  - des aérosols (bombes anti-crevaison, graffiti...) : mentions de dangers H222 et H223. Les installations seraient classées sous la rubrique 4320 (D), cf supra,  - des peroxydes organiques/autoréactifs : mentions de dangers H240, H241, H242,  - des écotoxiques : mentions de dangers H400, H410 et H411.</p> <p>L'état des stocks actuel est disponible sur une plateforme d'échange de fichiers sur internet. Ce fichier informatique consulté lors de la visite depuis un PC est constitué :  - d'un onglet "base" reprenant l'ensemble des produits présents au sein de l'entrepôt indiquant notamment pour chaque produit/référence son nom commercial, la quantité en stocks en kg, ses mentions de dangers et sa rubrique de classement ICPE. Leur emplacement est disponible depuis un autre outil,  - d'un onglet "synthèse ICPE" reprenant partiellement l'état de situation des quantités présentes par rapport aux quantités autorisées ou déclarées au titre de la législation des ICPE (cf fiches de constat Niveau d'activité et Situation administrative rubriques 4411-4421-4422).  Toutefois, cet état de stocks ne permet pas de connaître :</p>

<p>- la nature des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage :</p> <p>&gt; Il ne définit pas de grande famille du type "combustibles" ni de sous-familles du type bois, carton, plastiques, liquides combustibles dont il a été constaté la présence lors de la visite. La quantité totale de matières combustibles n'a pu être fournie,</p> <p>&gt; il ne reprend pas les grandes familles de dangers des substances, produits, matières ou déchets présents dans l'entrepôt. Un contrôle par sondage a permis de constater que des produits relevant des familles "inflammables" (avec les sous-familles : liquides, gaz aérosols), "Ecotoxiques", "Peroxydes organiques-autoréactifs" étaient présents dans l'entrepôt lors de la visite,</p> <p>&gt; il n'intègre pas le stockage de carburant de 1 200 L utilisé pour le groupe motopompe du système d'extinction automatique situé dans un local dédié de l'entrepôt,</p> <p>&gt; il n'indique pas la présence de stockages présentant des risques particuliers du type piles/batteries. Au jour de la visite, 15 869 batteries représentant un poids total de 285 tonnes étaient présentes dans la cellule 2 de l'entrepôt,</p> <p>- les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage et regroupés dans les familles ou sous-familles précitées. Il a été rappelé à l'exploitant qu'un produit peut appartenir à plusieurs familles de l'état des stocks. A titre d'exemple, un liquide inflammable est également un produit combustible.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>=&gt; Tenir à jour et à la disposition du préfet un état des matières stockées permettant de répondre à l'objectif de servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

## N° 2 : État des stocks (répondre aux besoins d'information de la population)

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.III - art. 1.4.I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des matières stockées</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>AM du 11/04/2017 - Annexe V.III - Art. 1.4.I</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il n'existe pas d'état des stocks sous format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage de l'entrepôt.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>=&gt; Tenir à jour et à la disposition du préfet un état des matières stockées permettant de répondre à l'objectif de répondre aux besoins d'information de la population (un état des stocks sous format synthétique permettant de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

### N° 3 : État des stocks (plans)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.III - art. 1.4.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des matières stockées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  AM du 11/04/2017 - Annexe V.III - Art. 1.4.I  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.  Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.  [...]  Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</li> <li>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.  [...]  Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.  [...]  Ces dispositions sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.</li> </ol>
<p><b>Constats :</b>  Il n'y a pas de plans disponibles sur la plateforme de partage des fichiers sur internet où se trouve l'état des stocks.  Une version électronique d'un plan de l'établissement (version du 4/2/2020), disponible sur le réseau de la société Syncho Diffusion, a été présenté et édité lors de la visite. Il ne précise pas l'emplacement des familles de stockage de matières dangereuses (inflammables : gaz, liquides, aérosols, écotoxiques, peroxydes-autoréactifs...) et des familles de stockage des matières non dangereuses (combustibles, liquides potentiellement combustibles, batteries...) présentes au sein de l'entrepôt.</p>
<p><b>Observations :</b>  =&gt; Accompagner l'état des stocks d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour le réaliser ce dernier et le rendre accessible dans les mêmes conditions que l'état des stocks.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : État des stocks (fiches de données de sécurité)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.III - art. 1.4.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des matières stockées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> AM du 11/04/2017 - Annexe V.III - Art. 1.4.I L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...] L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le Code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées. Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.
<b>Constats :</b> Les FDS sont disponibles en version électronique et accessibles depuis l'état des stocks (situé sur une plateforme de partage de fichiers) par internet. Un contrôle par sondage a permis de consulter et d'éditer 4 FDS rédigées en français de 4 produits stockés au sein de l'entrepôt.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : État des stocks (mises à jour, inventaire et accessibilité)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe V.III - art. 1.4.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des matières stockées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  AM du 11/04/2017 - Annexe V.III - Art. 1.4.I  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.  Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :  1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.  [...]  Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;  2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.  L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.  Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.  Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.  [...]  Ces dispositions sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.</p>
<p><b>Constats :</b>  L'état des stocks actuel est mis à jour quotidiennement (le matin).  Il n'existe pas de version papier mise à disposition sur le site.  Il est accessible électroniquement via une plateforme de partage de fichiers sur internet. 6 personnes de la société Synchro Diffusion ont, selon les personnes rencontrées, accès à cet état des stocks.  Lors de l'inspection, l'état des stocks actuel a pu être consulté rapidement depuis un PC et l'onglet "synthèse ICPE" a pu être édité (cf fiches de constat Niveau d'activité et Situation administrative rubriques 4411 - 4421- 4422).  Les représentants de la société Synchro Diffusion ont indiqué réaliser un inventaire tournant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/05/2012, article 1.1.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Respect des activités et quantités autorisées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tableau des rubriques de l'article 1.1.3 de l'AP</li> <li>- Dossier de porter à connaissance de modifications (ajout des rubriques 4320 et 4310 sous le régime D) et demande de bénéfice de l'antériorité suite au décret n°2020-1169 du 24/09/2020 modifiant les rubriques 1510, 1511, 1530, 1532, 2662 et 2663 de l'exploitant du 21/01/2022</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'état journalier du classement (ICPE) des produits présents au sein des 2 cellules de l'entrepôt par rapport à certaines rubriques ICPE est intégré dans un onglet du fichier électronique (intitulé "synthèse ICPE") constituant l'état des stocks actuel (disponible sur la plate-forme de partage des fichiers sur internet). Un contrôle par sondage des données présentes dans cet onglet a permis de constater :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la prise en compte des rubriques autorisées ou déclarées dans l'AP ou le PAC du 21/01/2022 : rubrique 4331 (quantité présente de 182,396 tonnes soit une quantité inférieure à la quantité maximale déclarée de 700 tonnes dans le dossier de PAC du 21/01/2022 - régime E) et rubrique 4320 (quantité présente de 20,188 tonnes soit une quantité inférieure à la quantité maximale déclarée de 40 tonnes dans le dossier de PAC du 21/01/2022 - régime D),</li> <li>- l'absence de la prise en compte de la rubrique 4310 déclarée dans le PAC du 21/01/2022 (régime DC avec une quantité maximale de 3 tonnes). Selon l'état des stocks, aucun produit avec la mention de danger H220 (gaz extrêmement inflammable) n'était présent le jour de la visite. Seule une quantité de 351 kg de produits (cartouches de butane) avec la mention de dangers H221 (gaz inflammable) était présente. Les produits disposant de cette mention de danger peuvent relever de la rubrique 4310 ou de la rubrique 4718 (quantité présente inférieure aux seuils de la déclaration de ces 2 rubriques),</li> <li>- les quantités maximales indiquées dans le fichier de l'exploitant pour les rubriques 4331 et 4320 sont inférieures à celles déclarées dans le PAC du 21/01/2022. Toutefois, certains produits relevant potentiellement d'un classement sous la rubrique 4331 n'était pas rattaché à une rubrique (cf fiche de constats Situation administrative rubriques 4411 - 4421 - 4422),</li> <li>- la prise en compte des rubriques 4321, 4330, 4510 et 4511 (régime NC dans l'AP ou le PAC du 21/01/2022) avec des quantités le jour de la visite inférieures aux seuils de classement ICPE,</li> <li>- l'absence de la prise en compte de la rubrique 4411 (régime NC dans le PAC du 21/01/2022) dans cet état de situation alors que des produits relevant de cette rubrique et des produits avec la mention de dangers H242 étaient présents le jour de la visite selon un autre onglet de l'état des stocks (cf fiche de constats Situation administrative rubriques 4411 - 4421 - 4422),</li> <li>- la prise en compte du respect de la règle du cumul Seveso seuil haut et seuil bas mais uniquement pour la somme Sc (dangers pour l'environnement). Les calculs des coefficients au jour de la visite ne fonctionnaient pas.</li> </ul>
<p><b>Observations :</b></p> <p>=&gt; Être en mesure de pouvoir justifier les niveaux d'activité autorisés dans l'AP du 15/05/2012 ou déclarés dans le dossier de PAC de modifications du 21/01/2022 en intégrant dans l'état de situation ICPE :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la rubrique 4310,</li> <li>- l'ensemble des produits relevant de la rubrique 4331,</li> <li>- l'ensemble des stockages de produits susceptibles d'être présents à un niveau d'activité inférieur aux seuils de la législation des ICPE (rubriques 4321, 4330, 4510, 4511, 4411, 4421, 4422, 4718...),</li> <li>- le respect de la règle du cumul Seveso seuil haut et seuil bas pour les 3 sommes Sa (dangers pour la santé), Sb (dangers physiques) et Sc (dangers pour l'environnement).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Situation administrative - rubriques 4411 - 4421- 4422**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/05/2012, article 1.1.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative - rubriques 4411-4421-4422
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tableau des rubriques de l'article 1.1.3 de l'AP</li> <li>- Dossier de porter à connaissance de modifications (ajout des rubriques 4320 et 4310 sous le régime D) et demande de bénéfice de l'antériorité suite au décret n°2020-1169 du 24/09/2020 modifiant les rubriques 1510, 1511, 1530, 1532, 2662 et 2663 de l'exploitant du 21/01/2022</li> <li>- Rubrique 4411 actuellement en vigueur Substances et mélanges auto-réactifs type C, D, E ou F. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : <ul style="list-style-type: none"> <li>1. Supérieure ou égale à 50 t : A</li> <li>2. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 50 t : D</li> </ul> </li> <li>- Rubrique 4421 actuellement en vigueur Peroxydes organiques type C ou type D. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : <ul style="list-style-type: none"> <li>1. Supérieure ou égale à 3 t : A</li> <li>2. Supérieure ou égale à 125 kg mais inférieure à 3 t : D</li> </ul> </li> <li>- Rubrique 4422 actuellement en vigueur Peroxydes organiques type E ou type F. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : <ul style="list-style-type: none"> <li>1. Supérieure ou égale à 10 t : A</li> <li>2. Supérieure ou égale à 500 kg mais inférieure à 10 t : D</li> </ul> </li> <li>- Guide technique : Application de la classification à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (Version mai 2020) sur <a href="https://aida.ineris.fr">https://aida.ineris.fr</a></li> </ul> <p><b>Constats :</b></p> <p>Un contrôle par sondage des données présentes dans l'onglet "synthèse ICPE" a permis de constater l'absence de la prise en compte de la rubrique 4411 (régime NC dans le PAC du 21/01/2022) dans l'état de situation ICPE alors que des produits relevant de cette rubrique étaient présents selon un autre onglet de l'état des stocks ("base"). Toutefois, selon la FDS du produit consultée et remise lors de la visite, le classement ICPE associé à ce produit (en quantité inférieure à un kilogramme le jour de la visite) serait la rubrique 4422.</p> <p>D'autre part, il a été constaté dans l'onglet "base" de l'état des stocks, la présence de produits avec la mention de dangers H242 (peut s'enflammer sous l'effet de la chaleur). Selon le fichier consulté, ces produits disposeraient également, en particulier, des mentions de dangers H226 (liquides et vapeurs inflammables), H400 (très toxique pour les organismes aquatiques) et H410 (très toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme). La quantité totale de ces produits présente le jour de l'inspection était de 3,06 tonnes. Aucune rubrique ICPE n'était associée à ces produits. Un contrôle par sondage d'un de ces produits (Mastic tous usages PRESTO 250 g) a permis de constater qu'il s'agissait en réalité d'un article composé de 2 parties ayant chacune une FDS : l'une avec notamment la mention de dangers H226 et l'autre avec notamment les mentions de dangers H242, H400 et H410. Les 2 parties de cet article peuvent donc relever d'un classement sous la rubrique 4331 et d'un classement sous la rubrique 4411 ou 4421 ou 4422 (les rubriques 4510 ou 4511 ayant des seuils de classement Seveso moins pénalisants).</p> <p>Compte tenu des quantités présentes, la quantité maximale autorisée au titre de la rubrique 4331 ne serait pas dépassée. Toutefois, l'absence de classement des installations (régime NC) pour les rubriques 4411, 4421 et 4422 n'a pas pu être établi.</p> <p><b>Observations :</b></p> <p>=&gt;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Justifier l'absence de classement des installations au titre des rubriques 4411, 4421 et 4422 en précisant les quantités maximales susceptibles d'être présentes.</li> <li>- Le cas échéant :</li> </ul>

→ Mettre en place les moyens et les dispositions organisationnelles afin de rester en dessous des seuils de la législation des installations classées ; → Régulariser la situation en transmettant un dossier de porter à connaissance de modifications auprès de monsieur le préfet de Maine et Loire conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 :** Modification notable

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/08/2021, article R181-46-I et II
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modification notable
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>- R181-46</p> <p>I. Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p> <p>- Guide entrepôts du 24/09/2021 : fiche I.1 Caducité (page 18/180)</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>La société SIGMA est l'exploitant titulaire de l'arrêté préfectoral (AP) d'autorisation du 15/05/2012 initialement délivré à la société SOFADE (changement d'exploitant acté par courrier préfectoral du 26/04/2020). La plate-forme logistique a été, en partie, mise en service fin septembre 2012 (2 cellules de stockage d'une surface totale d'environ 12 000 m<sup>2</sup> sur une hauteur d'environ 12 m sur les 4 initialement prévues ont été construites).</p> <p>Suite aux modifications de la nomenclature intervenues après l'AP et en particulier celles concernant les rubriques 1510 et 4331, les installations autorisées au titre des rubriques 1510 et 1432 de l'AP relèvent dorénavant du régime de l'enregistrement. L'exploitant n'a pas demandé que ses installations soient gérées via les règles de procédure de l'enregistrement et n'a pas transmis le document visé au D181-15-2bis du Code de l'environnement. L'AP du 15/05/2012 reste donc applicable et le site reste soumis à la procédure d'autorisation environnementale.</p> <p>A l'issue de la précédente inspection du 04/05/2021, il avait été demandé à l'exploitant, de transmettre, avant leur réalisation, un porter à connaissance relatif au projet de construction des 2 cellules restantes initialement autorisées. A ce titre, le guide entrepôts rappelle que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la caducité de l'autorisation ne peut être invoquée sous réserve que la partie de l'entrepôt réalisée ou mise en service est exploitée conformément à l'AP et à l'arrêté ministériel de prescriptions générales,</li> <li>- la construction d'une partie de l'entrepôt, préalablement autorisée, peut nécessiter un arrêté complémentaire, voire un nouveau dépôt de demande d'enregistrement ou d'autorisation, notamment s'il apparaît que le respect des dispositions réglementaires au moment de la construction n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées (notamment si le contexte réglementaire a changé, ou si le contexte local a également été modifié).</li> </ul> <p>Au jour de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- aucun dossier de modifications sur un projet de construction d'une ou plusieurs cellules n'avait été transmis au préfet,</li> <li>- la plateforme logistique est toujours constituée de 2 cellules de stockage occupées par la société</li> </ul>

<p>SYNCHRO DIFFUSION (stockage de pièces de consommables pour le secteur automobile),  - le locataire actuel a indiqué à l'IIC que des travaux de construction d'une nouvelle cellule d'environ 5 000 m<sup>2</sup> devraient débuter très prochainement en février 2023 (aucun travaux préalables relatif à ce projet n'a été constaté lors de la visite).</p>
<p><b>Observations :</b>  =&gt; Transmettre au préfet, avant leur réalisation, un porter à connaissance de modifications notables relatif au projet de construction d'une ou des 2 cellules restantes initialement autorisées avec tous les éléments d'appréciation conformément aux dispositions de l'article R181-46 du Code de l'environnement afin de confirmer leur caractère non-substantiel. Le cas échéant, en cas d'extension de capacité dépassant en elle-même le seuil de l'enregistrement de la rubrique 1510 (50 000 m<sup>3</sup>) par exemple, le dossier transmis au préfet doit être accompagné d'une demande d'examen au cas par cas au titre de la rubrique 1 du tableau annexé à l'art. 122-2 du Code de l'environnement selon le formulaire CERFA n° 14734*04 afin de déterminer si ce projet de modification doit être soumis à évaluation environnementale.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>